



# ACCORD DE RETRAIT D'UN PERMIS DE CONSTRUIRE

DÉLIVRÉ PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

---

**DOSSIER N° PC 062758 23 00025**

dossier déposé complet le 26/07/2023

**de** Monsieur BRUNO RINGUET  
**demeurant** 5B RUE DE SANGATTE  
62200 BOULOGNE SUR MER  
**pour** Construction d'une maison individuelle  
  
**sur un terrain sis** MALBOROUGH 62280 SAINT MARTIN BOULOGNE cadastré AB432

**SURFACE DE PLANCHER**

**créée** : 123,82 m<sup>2</sup>

**Nombre de logements créés** : 1

---

Le Maire,

Vu la demande de retrait,  
Vu le Code de l'Urbanisme,  
Vu l'autorisation de permis de construire délivrée le 24/08/2023 à Monsieur BRUNO RINGUET pour Construction d'une maison individuelle de type RDC+ combles aménagés  
Vu le courrier en date du 16 octobre 2023, émanant de Monsieur RINGUET Bruno, demandant le retrait de son permis de construire N° 062 758 23 00025  
Considérant qu'il y a lieu de répondre favorablement à la demande écrite présentée par le bénéficiaire.

## ARRETE

**ARTICLE UNIQUE** : l'autorisation de permis de construire pour une maison individuelle susvisée est retirée.

Une copie du présent arrêté est transmise aux services de l'Etat pour annulation des taxes d'urbanisme.

Fait à SAINT MARTIN BOULOGNE

#signature#

## INFORMATIONS À LIRE ATTENTIVEMENT

### DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (*l'absence de réponse* au terme de deux mois vaut rejet implicite).